



École Dollard-des Ormeaux, CSSMB

**PLAN DE LUTTE CONTRE L'INTIMIDATION ET LA VIOLENCE :
POUR UN MILIEU D'APPRENTISSAGE SAIN ET SÉCURITAIRE**

2025-2026

Pour votre information

École Dollard-des Ormeaux, CSSMB

Téléphone : 514-855-4209

© École Dollard-des Ormeaux, CSSMB, 2025

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE	1
INTRODUCTION	2
Conflit, violence ou intimidation?	3
INFORMATION GÉNÉRALE	4
CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT	4
INFORMATIONS SUR LE COMITÉ	4
ENGAGEMENTS DE LA DIRECTION (LIP, art. 75.2).....	5
ÉLÉMENTS DU PLAN DE LUTTE (LIP, art. 75.1)	6
ANALYSE DE LA SITUATION (PORTRAIT).....	6
ANALYSE DE LA SITUATION - Violence à caractère sexuel	7
ANALYSE DE LA SITUATION - Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale.....	7
MESURES DE PRÉVENTION	7
MESURES DE PRÉVENTION - Violence à caractère sexuel.....	9
MESURES DE PRÉVENTION - Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale.....	11
COLLABORATION AVEC LES PARENTS.....	12
COLLABORATION AVEC LES PARENTS - Violence à caractère sexuel.....	12
COLLABORATION AVEC LES PARENTS - Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale.....	13
MODALITÉS POUR EFFECTUER UN SIGNALEMENT OU POUR FORMULER UNE PLAINTÉ	13
MODALITÉS POUR EFFECTUER UN SIGNALEMENT OU FORMULER UNE PLAINTÉ - Violence à caractère sexuel	14
MODALITÉS POUR EFFECTUER UN SIGNALEMENT OU FORMULER UNE PLAINTÉ - Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale	15
CONFIDENTIALITÉ	16
CONFIDENTIALITÉ - Violence à caractère sexuel	16
CONFIDENTIALITÉ - Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale	17
ACTIONS À ENTREPRENDRE À LA SUITE D'UN ACTE D'INTIMIDATION OU DE VIOLENCE	17
ACTIONS À ENTREPRENDRE - Violence à caractère sexuel	18
ACTIONS À ENTREPRENDRE - Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale.....	19

MESURES DE SOUTIEN OU D'ENCADREMENT	20
MESURES DE SOUTIEN - Violence à caractère sexuel	21
MESURES DE SOUTIEN - Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale	21
SANCTIONS DISCIPLINAIRES	21
SANCTIONS DISCIPLINAIRES - Violence à caractère sexuel	22
SANCTIONS DISCIPLINAIRES - Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale	23
SUIVIS ET AUTRES ACTIONS	23
SUIVI DES SIGNALEMENTS ET DES PLAINTES	23
SUIVIS - Violence à caractère sexuel	24
SUIVIS - Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale	24
AUTRES ACTIONS SPÉCIFIQUES AUX VIOLENCES À CARACTÈRE SEXUEL	24
RESSOURCES	25
AUTRE INFORMATION IMPORTANTE	25
ANNEXES	28
Annexe 1 - Actions à mettre en place lors de situation d'intimidation et de violence, VACS et violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale	28
Annexe 2 - CARTES-ACTIONS - Intervention lors de situation de violence et d'intimidation	29

Légende :



Pour aller plus loin : les liens cliquables suggérés proposent des informations accessibles à tous.



Pour aller plus loin : les liens cliquables suggérés proposent des informations et des outils de référence accessibles au personnel scolaire du CSSMB.

PRÉAMBULE

L'élaboration du plan de lutte contre l'intimidation et la violence est une démarche qui fait partie d'un ensemble d'actions mises en place par l'établissement pour assurer un climat sain et sécuritaire. La prévention de la violence et de l'intimidation nécessite des actions en tout temps, qui passent notamment par une application constante et cohérente des règles de conduite et des mesures de sécurité approuvées par le conseil d'établissement.

En vertu de la Loi sur l'instruction publique (LIP), ces règles de conduite doivent notamment prévoir :

- Les attitudes et le comportement devant être adoptés en toute circonstance par l'élève;
- Les gestes et les échanges proscrits en tout temps, quel que soit le moyen utilisé, y compris ceux ayant lieu par l'intermédiaire de médias sociaux et lors de l'utilisation du transport scolaire;
- Les sanctions disciplinaires applicables selon la gravité ou le caractère répétitif de l'acte répréhensible.

Ces règles de conduite doivent de plus être présentées aux élèves lors d'une activité de formation sur le civisme que le directeur de l'école doit organiser annuellement en collaboration avec le personnel de l'école. Elles sont également transmises aux parents des élèves au début de l'année scolaire (LIP, art. 76).

Ces règles de conduite, souvent présentées dans le code de vie de l'établissement d'enseignement, visent à établir les meilleures conditions de réussite possibles et le bon fonctionnement de l'école. Elles établissent les manières attendues de se comporter au quotidien pour favoriser le vivre-ensemble (ex. : respect, civisme).

Le plan de lutte contre l'intimidation et la violence vise quant à lui à mettre en place des moyens de prévenir la survenue de tout événement de violence ou d'intimidation, et à planifier les interventions à déployer lorsque survient malheureusement un tel événement.

Dans ce modèle de plan de lutte, le terme « instigateur » remplace le terme « auteur » plus largement utilisé, notamment dans les encadrements légaux. Le terme « instigateur » est ainsi utilisé dans le présent document sauf lorsque ceux-ci sont cités.

INTRODUCTION

Pour préciser les devoirs et les responsabilités des établissements d'enseignement et de tous les acteurs scolaires concernés par des situations de violence et d'intimidation, la Loi sur l'instruction publique (RLRQ, chapitre I-13.3, ci-après « LIP ») demande à chaque établissement d'enseignement¹ d'élaborer un plan de lutte dont l'objectif est de prévenir et de contrer toute forme d'intimidation et de violence et, plus précisément, de faire de l'établissement d'enseignement un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire, de manière à ce que tout élève qui le fréquente puisse y développer son plein potentiel, à l'abri de toute forme d'intimidation ou de violence.

Ainsi, la LIP prévoit notamment ce qui suit :

- Le directeur de l'établissement d'enseignement voit à la mise en œuvre du plan de lutte contre l'intimidation et la violence. Il traite avec diligence tout signalement et toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence qu'il reçoit ou que le protecteur régional de l'élève lui transmet (LIP, art. 96.12). Le directeur de l'établissement d'enseignement assiste le conseil d'établissement dans l'exercice de ses fonctions et pouvoirs et, à cette fin, il coordonne l'élaboration, la révision et, le cas échéant, l'actualisation du plan de lutte contre l'intimidation et la violence (LIP, art. 96.13). Le directeur de l'établissement d'enseignement voit à ce que tous les membres du personnel de l'établissement soient informés des règles de conduite et des mesures de sécurité de l'établissement, des mesures de prévention établies pour contrer l'intimidation et la violence et de la procédure applicable lorsqu'un acte d'intimidation ou de violence est constaté (LIP, art. 96.21);
- Tout membre du personnel d'un établissement d'enseignement doit collaborer à la mise en œuvre du plan de lutte contre l'intimidation et la violence et veiller à ce qu'aucun élève de l'établissement d'enseignement auquel il est affecté ne soit victime d'intimidation ou de violence (LIP, art. 75.3);
- Le conseil d'établissement adopte, selon la forme prescrite par le ministre, le plan de lutte contre l'intimidation et la violence et son actualisation proposés par le directeur de l'école;
- Un document expliquant le plan de lutte contre l'intimidation et la violence est distribué aux parents. Le conseil d'établissement veille à ce que ce document soit rédigé de manière claire et accessible. Ce document doit faire état de la possibilité d'effectuer un signalement ou de formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel au protecteur régional de l'élève et de la possibilité pour une personne insatisfaite du suivi donné à une plainte faite auprès de l'établissement de se prévaloir de la procédure de traitement des plaintes prévue par la Loi sur le protecteur national de l'élève (LIP, art. 75.1);
- Le plan de lutte contre l'intimidation et la violence est révisé annuellement et, le cas échéant, il est actualisé. Le directeur de l'établissement d'enseignement transmet une copie du plan de lutte et de son actualisation au protecteur national de l'élève (LIP, art.75.1);
- Le conseil d'établissement procède annuellement à l'évaluation des résultats de l'établissement d'enseignement au regard de la lutte contre l'intimidation et la violence (LIP, art. 83.1);
- Un document faisant état de cette évaluation est distribué aux parents, aux membres du personnel de l'établissement d'enseignement et au protecteur régional de l'élève (LIP, art. 83.1).

Conflit, violence ou intimidation?

Conflit	Violence	Intimidation
Mésentente ou un désaccord entre deux ou plusieurs personnes qui ne partagent pas le même point de vue, les mêmes valeurs ou les mêmes intérêts. Il n'y a aucune victime, même si les personnes peuvent se sentir perdantes. Un conflit peut se régler soit par la négociation, soit par la médiation.	Toute manifestation de force, de forme verbale, écrite, physique, psychologique ou sexuelle, exercée intentionnellement contre une personne, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse, de la léser, de la blesser ou de l'opprimer en s'attaquant à son intégrité ou à son bien-être psychologique ou physique, à ses droits ou à ses biens (LIP, art. 13).	Tout comportement, parole, acte ou geste délibéré ou non à caractère répétitif, exprimé directement ou indirectement, y compris dans le cyberspace, dans un contexte caractérisé par l'inégalité des rapports de force entre les personnes concernées, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse et de léser, blesser, opprimer ou ostraciser (LIP, art. 13).

Violence à caractère sexuel
Pour La loi sur l'instruction publique ne définit pas la violence à caractère sexuel. Néanmoins, il est suggéré de se référer au texte suivant : La notion de violence à caractère sexuel s'entend de toute forme de violence commise par le biais de pratiques sexuelles ou en ciblant la sexualité, dont l'agression sexuelle. Cette notion s'entend également de toute autre inconduite qui se manifeste notamment par des gestes, paroles, comportements ou attitudes à connotation sexuelle non désirés, incluant celle relative aux diversités ou de genre, exprimés directement ou indirectement, y compris par un moyen technologique (Loi visant à prévenir ou à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur [RLRQ, chapitre P-22.1]).

INFORMATION GÉNÉRALE

CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT

Nom de l'établissement	École Dollard-des Ormeaux, CSSMB
Nom de la directrice ou du directeur	Stéphanie Gaudette
Type d'enseignement	Primaire
Nombre d'élèves	528 élèves
Autres caractéristiques	École SCP (soutien au comportement positif) et milieu multiethnique
Valeurs identifiées dans le projet éducatif	Respect, engagement et sécurité
Objectif(s) du projet éducatif en lien avec le plan de lutte	Aucun objectif de notre projet éducatif n'est en lien avec le plan de lutte.

INFORMATIONS SUR LE COMITÉ

Nom du comité	Comité Santé et Bien-Être / Code de vie
Nom et fonction de la personne chargée de coordonner les travaux du comité (LIP, art. 96.12)	Stéphanie Gaudette, directrice Marie-Claire Veillette, directrice adjointe
Membres du comité (nom et fonction) (LIP, art. 96.12)	Arlette Habib Mourice, titulaire préscolaire -accueil Crina Berdan, titulaire accueil – 1 ^{er} cycle Mathilde Pagé-Bouchard, enseignante spécialiste musique Frédeline Nicolas, enseignante spécialiste anglais Stéphanie Gaudette, directrice Marie-Claire Veillette, directrice adjointe
Mandats du comité	- Analyser les besoins du milieu en matière de prévention de la violence et de l'intimidation. - Mettre en place des moyens pour promouvoir un climat scolaire sain et sécuritaire pour tous.

	Planifier les actions à mettre en place lors de situations de violence ou d'intimidation.
Fréquence des rencontres du comité	2 à 3 fois par année selon les besoins

ENGAGEMENTS DE LA DIRECTION (LIP, art. 75.2)

Envers l'élève victime et ses parents	<i>En collaboration avec l'équipe-école :</i> - La direction prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et le bien-être de l'élève dans son environnement scolaire. - La direction mettra à disposition des ressources de soutien, telles que des professionnelles des éducatrices spécialisés. - La direction communiquera avec les parents de l'élève pour les tenir informés des mesures prises et pour collaborer à la mise en place de stratégies de soutien. - La direction s'engage à mettre en place des mesures de prévention de l'intimidation et de la violence dans l'école, en sensibilisant les élèves et en faisant la promotion d'un climat scolaire respectueux et inclusif. - En cas d'acte d'intimidation, la direction interviendra dans un délai raisonnable pour protéger l'élève et appliquer les mesures disciplinaires appropriées visant à faire cesser les gestes de l'instigateur ou l'instigatrice.
Auprès de l'élève instigateur et ses parents	<i>En collaboration avec l'équipe-école :</i> - La direction mettra en place des mesures éducatives et d'encadrements pour aider l'élève à comprendre les conséquences de ses actions et à adopter des comportements respectueux et non violents (mise en place d'un plan d'action). - Éléments à considérer dans le plan d'action : - Appliquer des ressources de soutien pour aider l'élève à développer des compétences personnelles et sociales. - Appliquer des mesures disciplinaires appropriées qui seront prises pour assurer la sécurité et le bien-être de tous les élèves. - Assurer un suivi et une évaluation régulière des progrès de l'élève

ÉLÉMENTS DU PLAN DE LUTTE (LIP, art. 75.1)

ANALYSE DE LA SITUATION (PORTRAIT)

Analyse de la situation de l'établissement d'enseignement au regard des actes d'intimidation et de violence (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 1°)

Moment de la collecte de données, outil(s) utilisé(s) pour réaliser le portrait et informations recueillies	☐ Référentiel sur le Bien-être/ Bonnes pratiques Santé et bien-être ☐ Questionnaire sur la sécurité et la violence à l'école (QSVE-BE) : Selon les besoins de l'équipe-école. Dernière passation : Printemps 2025 ☐ Outils de consignation; utilisation du Baromètre
Constats dégagés lors de l'analyse de la situation actuelle	Forces • De manière générale, la relation entre les enseignants et les élèves est très bonne. • 83% des élèves mentionnent que les adultes amènent les élèves à fournir des efforts. • Le sentiment de sécurité des élèves est élevé (école : 89%, chemin de l'école : 92%) • Peu de violence à l'école • La majorité des élèves ont l'impression que les adultes interviennent face un geste de violence physique et qu'ils appliquent les conséquences prévues • Nous constatons une amélioration du sentiment de sécurité dans l'école et sur la cour de récréation. Zones de vulnérabilité : • La majorité des actes de violence se passe dans notre cour d'école. • La surveillance bienveillante et active devrait être renforcée • La violence verbale est le type de violence la plus répandue • Développer les compétences socio émotionnelles chez nos élèves
Priorités en lien avec le portrait et l'analyse de la situation	S'assurer que les élèves se sentent en sécurité 1. Diminuer la violence verbale entre les élèves 2. S'assurer d'une meilleure cohérence des interventions des adultes (fréquence, application des conséquences, etc.) 3. Bonifier les stratégies de communication en place par l'équipe de gestion pour favoriser la cohérence des actions mises en œuvre au sein du milieu. 4. Impliquer davantage les élèves dans les activités de prévention de la violence 5. Déployer la surveillance bienveillante et active en sensibilisant le personnel à intervenir rapidement, dans une perspective éducative plutôt que punitive

ANALYSE DE LA SITUATION - Violence à caractère sexuel

Constats dégagés en ce qui a trait à la violence à caractère sexuel, s'il y a lieu	Lors de l'analyse des résultats du sondage QSVE-BE au printemps 2025, la violence à caractère sexuel n'est pas ressortie comme étant un enjeu important à l'école Dollard-des Ormeaux. Cependant, nous gardons l'œil ouvert et traitons chaque situation avec vigilance.
Priorités en lien avec le portrait et l'analyse de la situation en ce qui a trait à la violence à caractère sexuel, s'il y a lieu	Poursuite de l'enseignement des contenus de l'éducation à la sexualité à travers le programme de CCQ et hors programme (accueil et préscolaire). Ces programmes de sensibilisation permettent d'informer les élèves, le personnel et les parents sur les différentes formes de violence à caractère sexuel, leurs conséquences et les moyens de les prévenir.

ANALYSE DE LA SITUATION - Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

Constats dégagés en ce qui a trait à l'intimidation ou à la violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus, s'il y a lieu	Selon le dernier questionnaire QSVE passé aux élèves, 90% des élèves ont la perception que les adultes aident les jeunes de toutes origines ethniques à se sentir les bienvenus.
Priorités en lien avec le portrait et l'analyse de la situation en ce qui a trait à l'intimidation ou à la violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus, s'il y a lieu	Encourager un environnement scolaire basé sur le respect mutuel et l'inclusion en intégrant des activités et des initiatives qui célèbrent la diversité culturelle et ethnique.

MESURES DE PRÉVENTION

Mesures de prévention visant à prévenir et à contrer toute forme d'intimidation ou de violence à l'école	 Pour aller plus loin (personnel scolaire du CSSMB): Consulter le site suivant .  Pour aller plus loin sur les compétences personnelles et sociales (primaire et secondaire) (personnel scolaire du CSSMB) : Consulter le site suivant . • Démarche du SCP (soutien au comportement positif) • Enseigner explicitement les comportements attendus prévus au code de vie de l'école et renforcer l'adoption des comportements prosociaux. • Démarche Santé et bien-être et code de vie éducatif. • Mesures d'encadrements à l'école. • Surveillance active et bienveillante. • Formation obligatoire pour tous les membres du personnel : Prévention et intervention en matière d'intimidation et de violence en milieu scolaire proposée par le MEQ.
---	--

	• Mettre en place les contenus obligatoires pour développer les compétences personnelles et sociales. • Mettre en place les contenus obligatoires en éducation à la sexualité (en CCQ et/ou hors CCQ). • Animer divers ateliers pour informer les élèves sur les effets de l'intimidation et de la violence (responsabilité partagée entre les enseignants, les éducateurs spécialisés, les organismes externes, le SPVM, etc.). Contenus <u>facultatifs</u> pour le développement des compétences personnelles et sociales Préscolaire • Préscolaire : Reconnaître ses émotions, gérer adéquatement ses frustrations et contrôler ses élans moteurs : Album monstre des émotions et modélisation (février) • Préscolaire : Connaître différentes façons de manifester du respect dans ses interactions avec les autres et dans son environnement : activités en lien avec les valeurs de l'école et le code de vie; modélisation • Préscolaire : Comprendre que ses gestes et ses paroles ont un effet sur les autres: activités en lien avec le code de vie, lectures d'albums jeunesse + Jardin des étoiles (TES) • Préscolaire : Mettre en application diverses stratégies pour résoudre des différends : lectures d'albums jeunesse + Jardin des étoiles (TES) +ateliers pour développer les habiletés sociales (élèves ciblés) Contenus <u>obligatoires</u> pour le développement des compétences personnelles et sociales Primaire • 1^{re} année: Reconnaître l'importance des amis : Atelier(s) animé(s) par la TES + cours de CCQ (lectures, exercices, discussions, fiches d'activité, etc.) + littérature jeunesse (<i>décembre + mars</i>) • 1^{re} année : Connaître des façons d'accroître la confiance en soi à l'intérieur d'un groupe : Atelier(s) animé(s) par la TES - Cours de CCQ (lectures, exercices, discussions, fiches d'activité, etc.) + littérature jeunesse (<i>septembre à décembre</i>) • 1^{re} année : Comprendre l'importance d'appliquer les règles de vie dans les milieux que l'on fréquente et les conséquences de leur non-respect pour soi et les autres : Code de vie (modélisation et consolidation) + ateliers animés par la TES+ cours de CCQ (lectures, exercices, discussions, fiches d'activités) + littérature jeunesse (<i>tout au long de l'année</i>) • 2^e année : Démontrer une attitude d'ouverture aux autres : Atelier animé par la TES +cours de CCQ (lectures, exercices,
--	---

	discussions, fiches d'activité, etc.) + littérature jeunesse (<i>tout au long de l'année</i>) • 2^e année : Développer des habiletés à s'exprimer pour être bien compris : Atelier(s) animé(s) par la TES + cours de CCQ (lectures, exercices, discussions, fiches d'activité, etc.) + littérature jeunesse + présentations orales (<i>tout au long de l'année</i>) • 3^e année : Reconnaître les émotions, leur intensité et l'influence qu'elles exercent sur les comportements : Cours de CCQ (lectures, exercices, discussions, fiches d'activité, etc.) activité intitulée : <i>Les désirs et les limites personnelles. (Tout au long de l'année; au quotidien lorsque l'occasion se présente)</i> • 3^e année : Développer ses habiletés à résoudre ses conflits: Protocole de résolution de conflit -Ateliers Gecko + cours de CCQ (lectures, exercices, discussions, fiches d'activité, etc.) activité intitulée : Non, c'est non! + littérature jeunesse (<i>février et tout au long de l'année</i>) • 4^e année : Reconnaître les émotions, leur intensité et l'influence qu'elles exercent sur les comportements : Atelier(s) animé(s) par la TES (SCP- ateliers Gecko) + cours de CCQ (lectures, exercices, discussions, ateliers, etc.) + littérature jeunesse (albums/romans qui exploitent ces thèmes spécifiques) - (<i>de février à mai; dates précises à déterminer selon le rythme des élèves</i>) • 4^e année : Développer ses habiletés à résoudre ses conflits : Atelier animé par la TES (SCP- ateliers Gecko) + cours de CCQ (lectures, exercices, discussions, fiches d'activité, etc.) + littérature jeunesse (albums/romans qui exploitent ces thèmes spécifiques) (<i>de février à mai; dates précises à déterminer selon le rythme des élèves</i>) • 6^e année + 931: Comprendre l'importance des relations interpersonnelles et de développer des relations harmonieuses : ateliers Gang de choix (TES + SPVM) en complément du cours de CCQ (identité et groupes) (<i>mai et juin</i>)
--	---

MESURES DE PRÉVENTION - Violence à caractère sexuel

Mesures de prévention mises en place en lien avec la violence à caractère sexuel	• Obligatoire pour tous les membres du personnel : suivre la formation <i>Prévention et intervention en matière d'intimidation et de violence en milieu scolaire</i> proposée par le MEQ. • Formations diverses des 2^e intervenants sur l'intimidation, les types de violences, notamment sur les comportements sexualisés à caractère sexuel offerte par le SRÉ. • Enseigner les contenus obligatoires en CCQ et hors-CCQ d'éducation à la sexualité (préscolaire et accueil)
--	---

Préscolaire/primaire

- **Préscolaire :**

- Le corps humain et la croissance des bébés :**

- Discussions guidées à partir d'albums jeunesse (ex. Mon corps m'appartient, Le corps humain, Il y a une maison dans ma maman).

- Jeux de devinettes sur les parties du corps

- Activité créative : dessiner ou compléter la silhouette de son corps et identifier les parties.

- Mini-activité sur la grossesse : observation d'images simples et discussion sur ce que les bébés aiment (câlins, sommeil, nourriture).

- Causeries sur les limites personnelles et demander de l'aide à un adulte de confiance

- **En CCQ - 1^{re} année :** contenus obligatoires en éducation à la sexualité : Globalité de la sexualité, besoins du corps, **prévention des agressions sexuelles**, diversité des familles

- **En CCQ - 2^e année :** contenus obligatoires en éducation à la sexualité : Parties sexuelles, grossesse et naissance, rôles sexuels et de genre corporelle, grossesse et naissance et vie affective et amoureuse

- **En CCQ - 3^e année :** contenus obligatoires en éducation à la sexualité : Stéréotypes sexuels et de genre, normes de genre, **prévention des agressions sexuelles**

- **En CCQ - 4^e année :** contenus obligatoires en éducation à la sexualité : Changements corporels, inégalités de sexe et de genre, amitié et amour

- **En CCQ - 5^e année :** contenus obligatoires en éducation à la sexualité : Puberté, **sécurité personnelle**, identité de sexe et de genre

- **En CCQ - 6^e année :** contenus obligatoires en éducation à la sexualité : Image corporelle, **droits et discrimination liée au sexe et au genre, représentation de soi en ligne et sécurité en ligne**

- **Groupe d'accueil 911**

- Comprendre ce qu'est la sexualité :** thèmes abordés en classe (vocabulaire et explications): le corps humain, la santé et l'hygiène, les émotions et les sentiments. (Novembre sur le corps et la santé et janvier/février sur les émotions)

- Prendre conscience des diverses façons d'être et de se comporter au-delà des stéréotypes sexuels :** thèmes abordés en classe (vocabulaire et explications): la famille et les rôles des

	filles et des garçons dans la famille (octobre et novembre) + ateliers d'habiletés sociales (avec TES) sur la connaissance de soi et d'autrui, l'acceptation des différences (février à avril). Reconnaître l'agression sexuelle et les façons de se protéger : Atelier SPVM (printemps) Groupe d'accueil 931 : Comprendre ce qu'est la sexualité : thèmes abordés en classe (vocabulaire et explications): le corps humain, la santé et l'hygiène, les émotions et les sentiments. (Novembre sur le corps et la santé et janvier/février sur les émotions) Prendre conscience des diverses façons d'être et de se comporter au-delà des stéréotypes sexuels : thèmes abordés en classe (vocabulaire et explications): la famille et les rôles des filles et des garçons dans la famille (octobre et novembre) + ateliers d'habiletés sociales (avec TES) sur la connaissance de soi et d'autrui, l'acceptation des différences (février à avril). Examiner divers contextes d'agression sexuelle, pour les reconnaître, en vue de les reconnaître et se protéger: Ateliers en classe (janvier) Prendre conscience que la sexualité se vit et s'exprime à travers cinq dimensions : (dimension biologique : puberté, capacité reproductrice ; dimension psychoaffective : sentiments et émotions, éveil amoureux, image corporelle, besoin d'autonomie ; dimension socioculturelle : normes, règles de vie, attentes, stéréotypes; dimension relationnelle : relations interpersonnelles, communication, mutualité · Dimension morale : valeurs, croyances, choix) avril
--	--

MESURES DE PRÉVENTION - Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

Mesures de prévention mises en place en lien avec l'intimidation ou la violence basées sur les motifs mentionnés ci-dessus	- Promouvoir la diversité culturelle, ethnique et sensibiliser les membres du personnel aux préjugés et à la discrimination. - Choisir du matériel pédagogique reflétant la diversité ethnique et culturelle (littérature jeunesse, manuels scolaires, etc.).
Autre information concernant les mesures de promotion et de prévention actualisées visant à prévenir la violence et l'intimidation dans l'établissement d'enseignement	 Pour aller plus loin  Pour aller plus loin (personnel scolaire CSSMB)

COLLABORATION AVEC LES PARENTS

Mesures visant à favoriser la collaboration des parents à la lutte contre l'intimidation et la violence et à l'établissement d'un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire (LIP, art. 75, al. 3, par.3°)

Mesures prévues pour impliquer les parents et favoriser leur collaboration	- Maintenir une communication régulière avec les parents par le biais du Baromètre et du courriel. - Appels à la maison ou rencontres avec la direction au besoin - Référer les parents à des professionnels et leur fournir des ressources et des outils dépendamment des situations vécues.	
Information à diffuser	Stratégies de diffusion de cette information	Date
Un document expliquant le plan de lutte est distribué aux parents (LIP, art. 75.1).	- Envoi par courriel - Site Web de l'école - Affiches et dépliants dans l'entrée de l'école	Automne
Un document faisant état de l'évaluation annuelle des résultats au regard de la lutte contre l'intimidation et la violence est remis aux parents (LIP, art. 83.1).	Le document bilan sera diffusé aux parents par l'entremise de : Site Web de l'école	Printemps
Les règles de conduite et les mesures de sécurité sont transmises aux parents de l'élève au début de l'année scolaire (LIP, art. 76).	Voici plusieurs stratégies de diffusion du code de vie de l'école : - Agenda scolaire (signature requise) - Site Web de l'école - Affiches SCP - Rencontres individuelles ou familiales au besoin	Automne et au besoin, pendant l'année scolaire
Un centre de services scolaire doit, au plus tard le 30 septembre de chaque année, informer les élèves, les enfants et leurs parents de la possibilité de formuler une plainte en application de la procédure de traitement des plaintes prévue par la présente loi (LPNE, art. 21).	Site Web du CSSMB	Au plus tard le 30 septembre
Autre :	 Ressources pour les parents : consulter le site.	

COLLABORATION AVEC LES PARENTS - Violence à caractère sexuel

Mesures prévues pour impliquer les parents et favoriser leur collaboration	- Participer aux formations proposées par le Comité de parents du CSSMB - Participer aux formations proposées par Parcours Parents (adhésion école DDO) - Rencontre avec les intervenants de l'école au besoin
---	--

	Diffusion des communications via le Baromètre
Information à diffuser	Stratégies de diffusion de cette information
Un document informant de la possibilité d'effectuer un signalement ou de formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel au protecteur régional de l'élève (LPNE, art. 21).	Site Web du CSSMB
Un document présentant les coordonnées du protecteur régional de l'élève à qui la plainte doit être acheminée. Ce document, fourni par le protecteur national de l'élève, doit également expliquer qui peut formuler une plainte ainsi que les modalités d'exercice de ce droit (LPNE, art. 21).	Site Web du CSSMB
Autres	 Ressources pour les parents : consulter le site.

COLLABORATION AVEC LES PARENTS - Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

Mesures prévues pour impliquer les parents et favoriser leur collaboration	- Participer aux formations proposées par le Comité de parents du CSSMB - Participer aux formations proposées par Parcours Parents (adhésion école DDO) - Rencontre avec les intervenants de l'école au besoin - Diffusion des communications via le Baromètre
---	---

Information à diffuser	Stratégies de diffusion de cette information	Dates
Autre information concernant la collaboration avec les parents	 Ressources pour les parents : consulter le site.	

MODALITÉS POUR EFFECTUER UN SIGNALEMENT OU POUR FORMULER UNE PLAINTE

Modalités applicables pour effectuer un signalement ou pour formuler une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence à l'établissement et, de façon plus particulière, pour dénoncer une utilisation de médias sociaux ou de technologies de communication à des fins de cyberintimidation (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 4°)

Modalités retenues pour effectuer un signalement	Élèves : Entrer directement en contact avec un adulte de confiance (enseignant, éducateur et surveillant). • La technicienne en éducation spécialisée (TES) ○ Mélanie Lucciano, lundi au vendredi, local Oasis ○ Siham Belhadou, mardi ou vendredi, local Oasis ○ Amel Laabidi, lundi au vendredi, local Oasis • La direction ou la direction adjointe OU Remplir le formulaire de dénonciation de la violence et le déposer dans la boîte grise à cet effet. Parents : Veuillez communiquer avec : • Un membre du personnel de l'école ou la direction • Numéro de téléphone : 514-855-4209 • Courriel : Direction.EcoleDollard-desOrmeaux@cssmb.gouv.qc.ca Tout membre du personnel Adresser la situation à la personne concernée ou à la direction. (courriel, rencontre, etc.) Partenaires de l'école : (chauffeurs d'autobus, bénévoles, brigadière, animateurs): Adresser la situation à la direction (courriel, vive voix, rencontre)
Stratégies de diffusion de ces modalités	Voici plusieurs stratégies pour informer de la procédure pour formuler un signalement ou une plainte : • Courriels • Communications mensuelles • Site web de l'école • Affiches et dépliants dans l'entrée de l'école
Modalités retenues pour formuler une plainte	
En cas d'insatisfaction quant au suivi donné à un signalement ou à une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence, une personne peut utiliser les modalités suivantes pour formuler une plainte.	
Modalités retenues pour formuler une plainte	Stratégies de diffusion de ces modalités
Site Web du CSSMB	Site Web du CSSMB
En outre, la personne qui est insatisfaite du suivi donné à un signalement ou à une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence fait à un directeur d'établissement d'enseignement peut formuler une plainte au responsable du traitement des plaintes (LPNE, art. 24, al. 2).	

MODALITÉS POUR EFFECTUER UN SIGNALEMENT OU FORMULER UNE PLAINTÉ - Violence à caractère sexuel

Modalités particulières pour effectuer un signalement ou formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel

Les modalités inscrites à la section précédente sont également applicables pour effectuer un signalement ou formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel.

Il est aussi possible d'effectuer directement un signalement ou de formuler une plainte au protecteur régional de l'élève (LPNE, art. 33, par. 2°). Cela doit être fait par écrit (LPNE, art. 31):

- o À l'aide du formulaire en ligne: Porter plainte à la suite d'une insatisfaction envers un service scolaire.
- o Par téléphone ou par texto: 1 833 420-5233.
- o Par courriel: plaintes-pne@pne.gouv.qc.ca.

Autres modalités

Coordonnées du DPJ	Direction de la protection de la jeunesse : 514 896-3100 Centre de la jeunesse et de la famille Batshaw : 514 935-6196
Coordonnées du service de police	https://spvm.qc.ca/ Poste de quartier 4 : 4139, boul. des Sources, Dollard-des-Ormeaux, H9B 2A6 Téléphone : 514-280-0104 Fax : 514-280-0604

Stratégies de diffusion de ces modalités

Inscrire le ou les lieux où le document est affiché dans l'établissement d'enseignement	Les documents sont disponibles sur notre site Web ainsi qu'au secrétariat sur demande.
Adresse du site Web de l'établissement d'enseignement s'il y a lieu	https://ddo.ecoleouestmtl.com/
Autres	Site Web du CSSMB

MODALITÉS POUR EFFECTUER UN SIGNALEMENT OU FORMULER UNE PLAINTÉ - Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

Modalités particulières pour effectuer un signalement ou formuler une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus	Se référer aux sections précédentes.
---	--------------------------------------

Stratégies de diffusion de ces modalités

Stratégies de diffusion de ces modalités	Se référer aux sections précédentes.
Autre information concernant les modalités de signalement ou de plainte	Se référer aux sections précédentes.

CONFIDENTIALITÉ

Mesures visant à assurer la confidentialité de tout signalement et de toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 6°)

Mesures retenues pour assurer la confidentialité

Bien que déNONcer soit la bonne chose à faire pour faire cesser la situation et pour permettre aux personnes victimes, témoins et auteurs d'obtenir de l'aide, il se peut que cela occasionne un malaise chez la personne qui le fait. L'école s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires pour préserver la confidentialité du signalement et veiller à la sécurité de tous.

- Sensibiliser le personnel scolaire sur l'importance de la confidentialité et sur les procédures à suivre pour protéger les informations personnelles.
- Trouver une façon discrète de communiquer avec les personnes impliquées (fiche de dénonciation pour les élèves).
- Questionner séparément les élèves impliqués.
- Limiter l'accès aux informations concernant les signalements et les plaintes aux seules personnes directement impliquées dans la gestion de ces incidents.



Pour aller plus loin (personnel scolaire du CSSMB): Consulter le [site suivant](#).



Pour aller plus loin : Consulter le [site suivant](#).

Les informations relatives aux élèves impliqués dans la situation devront être traitées de manière confidentielle. Par exemple, les informations portant sur la nature des actions ou des sanctions à l'égard de l'élève instigateur ne pourraient pas être transmises aux parents de l'élève victime.

CONFIDENTIALITÉ - Violence à caractère sexuel

Mesures de confidentialité* à mettre en place lors d'un acte de violence à caractère sexuel

Se référer à la section précédente.



Pour aller plus loin (personnel scolaire du CSSMB): Consulter le [site suivant](#).

* Selon la Loi sur la protection de la jeunesse (RLRQ, chapitre P-34.1, ci-après « LPJ »), une violation du secret professionnel est justifiée lorsqu'une personne s'adresse au DPJ pour effectuer un signalement. Il est à noter que l'obligation de signaler au DPJ toutes les situations d'abus sexuels commis envers des enfants et des adolescents s'applique même aux personnes liées par le secret professionnel, sauf exception (LPJ, art. 41).

CONFIDENTIALITÉ - Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

Mesures de confidentialité à mettre en place lors d'un acte d'intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus	Se référer aux sections précédentes.
---	--------------------------------------

ACTIONS À ENTREPRENDRE À LA SUITE D'UN ACTE D'INTIMIDATION OU DE VIOLENCE

Actions qui doivent être prises lorsqu'un acte d'intimidation ou de violence est constaté par un élève, un enseignant, un autre membre du personnel de l'établissement d'enseignement ou par quelque autre personne ou qu'un signalement ou une plainte est transmis à l'établissement par le protecteur régional de l'élève (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 5°)
--

Actions qu'un élève témoin ou confident doit entreprendre	Actions que le membre du personnel témoin direct ou confident (1er intervenant) doit entreprendre	Actions que la personne responsable du suivi (2e intervenant) doit entreprendre
- Tenter de faire cesser la situation. Si c'est possible et sans danger, dire à l'instigateur d'arrêter. Parfois, une simple intervention peut faire une grande différence. - Parler en allant chercher de l'aide et dénoncer ces situations à une personne de confiance est primordial. Remplir une fiche de dénonciation et la déposer dans une des deux boîtes grises. - Ne pas encourager l'auteur, éviter de rire ou de participer à l'intimidation. Montrer que ce comportement n'est pas acceptable. - Montrer de la compassion et du soutien à la personne victime d'intimidation.	Intervention 100% : les 4R RÉAGIR Intervenir « sur-le-champ » pour arrêter le comportement. Nommer le comportement et l'impact possible. Demander un changement de comportement. RASSURER Faire une vérification sommaire auprès de l'élève ciblé. Assurer sa sécurité à court terme et reconforter la victime. RÉFÉRER En cas de violence et d'intimidation, appliquer les modalités prévues pour effectuer un signalement pour une évaluation approfondie par la personne responsable du suivi (deuxième intervenant) et consigner l'information selon les mécanismes prévus. REVOIR	Noter les informations nécessaires et les conserver de façon sécuritaire, notamment en vue de transmettre un rapport sommaire au directeur général, le cas échéant (LIP, art. 96.12). Se référer à l'Annexe 1 et à l'Annexe 2.

L'inviter à en parler à un adulte de confiance. Cela peut inclure passer du temps avec elle, l'écouter et lui faire savoir qu'elle n'est pas seule	Faire un bref retour auprès de l'élève qui a vécu de la violence/intimidation.	
	 Pour aller plus loin sur l'intervention 100% (4R) (personnel scolaire du CSSMB) : Consulter le site suivant .	 Pour aller plus loin sur l'intervention lors d'une situation de violence (personnel scolaire du CSSMB) : Consulter le site suivant .
Direction de l'établissement : La direction de l'établissement d'enseignement qui est saisi d'une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence doit, après avoir considéré l'intérêt des élèves directement impliqués, communiquer promptement avec leurs parents afin de les informer des mesures prévues dans le plan de lutte contre l'intimidation et la violence. Il doit également les informer de leur droit de demander l'assistance de la personne que le centre de services scolaire a désignée spécialement à cette fin (LIP, art. 96.12).		
• Nom et coordonnées : Stéphanie Gaudette, directrice ou Marie-Claire Veillette, directrice adjointe Téléphone : 514-855-4209 Courriel : Direction.EcoleDollard-desOrmeaux@cssmb.gouv.qc.ca		

Note : Lorsque la situation implique un membre du personnel de l'établissement d'enseignement, que ce soit à titre de victime, d'instigateur ou de témoin d'un geste d'intimidation ou de violence, la direction de l'établissement d'enseignement doit en être informée. Celle-ci devra analyser la situation afin de déterminer les mesures de soutien et d'encadrement ainsi que les sanctions applicables, le cas échéant, dans le respect des encadrements légaux, des conventions collectives applicables et des rôles et responsabilités de l'organisme scolaire. Dans le cas d'un membre du personnel victime ou témoin, la direction devra également transmettre l'information au comité de santé et sécurité de l'établissement.

ACTIONS À ENTREPRENDRE - Violence à caractère sexuel

Actions à entreprendre lorsqu'un acte de violence à caractère sexuel est constaté

Par un élève témoin ou confident	Par le membre du personnel témoin direct ou confident (1 ^{er} intervenant)	Par la personne responsable du suivi (2 ^e intervenant)
Se référer à la section précédente.	Écouter l'élève et le laisser parler librement, en respectant son rythme et ses silences. Rassurer l'élève quant à la prise en charge de la situation.	Éviter de faire répéter le dévoilement à l'élève. Noter les informations nécessaires et les conserver de façon sécuritaire, notamment en vue de transmettre un rapport sommaire au directeur général et au protecteur

	Poser uniquement des questions ouvertes comme : « Dis-moi tout sur... » ou « Parle- moi plus de... » Ne pas chercher à diriger la discussion. Noter les mots de l'élève et ceux de l'adulte confident. Aviser la direction et signaler la situation sans délai au DPJ	régional de l'élève, le cas échéant (LIP, art. 96.12). Se référer à l'Annexe 1 et à l'Annexe 2).
		 Pour aller plus loin sur l'intervention lors d'une situation de violence (personnel scolaire du CSSMB) : Consulter le site suivant .
Selon la Loi sur la protection de la jeunesse (RLRQ, chapitre P-34.1, ci-après «LPJ»), tout membre du personnel scolaire a l'obligation de signaler sans délai au DPJ toutes les situations visées par la LPJ qui impliquent des mineurs, dont les situations d'abus sexuels. De plus, toute personne, peu importe ses fonctions, a l'obligation de signaler sans délai au DPJ toutes les situations d'abus sexuels et d'abus physiques (LPJ, art.39 et 39.1). La confidentialité de l'identité des personnes qui font un signalement au DPJ est assurée (LPJ, art.44). Lors d'une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel, la direction de l'établissement d'enseignement doit informer l'élève victime de la possibilité de s'adresser à la Commission des services juridiques. Lorsque l'élève est âgé de moins de 14 ans, elle en informe également ses parents et, lorsque l'élève est âgé de 14 ans ou plus, elle peut, si cet élève y consent, également en informer ses parents (LIP, art.96.12).		

ACTIONS À ENTREPRENDRE - Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

Actions à entreprendre lorsqu'un acte d'intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus est constaté

Par un élève témoin ou confident	Par le membre du personnel témoin direct ou confident (1 ^{er} intervenant)	Par la personne responsable du suivi (2 ^e intervenant)
<i>Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation.</i>	<i>Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation.</i>	<i>Les actions à entreprendre doivent être modulées en fonction de la situation.</i>
Se référer aux sections précédentes.	Se référer aux sections précédentes.	- Se référer aux sections précédentes et à la section du 1^{er} intervenant. - Interpeller au besoin l'équipe-ressource en contexte de diversité (ERCD).

MESURES DE SOUTIEN OU D'ENCADREMENT

Mesures de soutien ou d'encadrement offertes à un élève victime d'un acte d'intimidation ou de violence ainsi que celles offertes à un témoin ou à l'auteur d'un tel acte (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 7°

Note : Lorsque la situation implique un membre du personnel de l'établissement d'enseignement, que ce soit

Pour l'élève victime	Pour l'élève auteur (instigateur)	Pour les témoins
- Éviter de faire sentir à la victime qu'elle a fait quoi que ce soit qui justifie ce qui lui est arrivé. - En collaboration avec l'élève et ses parents, convenir d'un plan pour assurer sa sécurité. - L'impliquer dans le choix des mesures de soutien (ex. : accepter de recevoir le soutien d'un intervenant, accepter un geste de réparation ou non, participer à la planification du retour en classe). Cela permet de lui redonner du pouvoir. - Identifier avec les élèves les personnes de leur entourage qui peuvent leur venir en aide en cas de besoin. - Selon la situation et les besoins de l'élève, renforcer les compétences personnelles et sociales (ex.: demande d'aide, gestion des émotions et du stress, etc.).	- Amener l'élève ET ses parents à préciser leurs engagements en vue d'empêcher la répétition des gestes (LIP 75.2). - Établir le plan d'encadrement en ayant recours à divers moyens : voir l'Annexe X (matrice comportementale) - Responsabiliser l'élève à la suite de ses gestes et aux conséquences qui en découlent. Explorer les possibilités de réparation. - Renforcer les compétences personnelles et sociales. - Identifier avec l'élève les personnes de son entourage qui peuvent lui venir en aide en cas de besoin. - Offrir du soutien, assurer une présence, être disponible et orienter vers des ressources au besoin.	- Préserver la confidentialité de l'élève qui a dénoncé et le rassurer sur la prise en charge de la situation par l'école. - Rassurer et sécuriser l'élève témoin. - Renforcer et valoriser son geste de dénonciation et l'impact que cela a. - Dans les cas où des élèves ont observé passivement ou ont encouragé l'événement, discuter de l'incident et de les amener à prendre conscience des impacts sur toutes les personnes concernées. - Identifier avec l'élève les personnes de son entourage qui peuvent lui venir en aide en cas de besoin.



Pour aller plus loin sur les mesures de soutien ou d'encadrement (personnel scolaire du CSSMB) : Consulter le [site suivant](#).

à titre de victime, d'instigateur ou de témoin d'un geste d'intimidation ou de violence, la direction de l'établissement d'enseignement doit en être informée. Celle-ci devra analyser la situation afin de déterminer les mesures de soutien et d'encadrement ainsi que les sanctions applicables, le cas échéant, dans le respect des encadrements légaux, des conventions collectives applicables et des rôles et responsabilités de l'organisme scolaire. Dans le cas d'un membre du personnel victime ou témoin, la direction devra également transmettre l'information au comité de santé et sécurité de l'établissement.

MESURES DE SOUTIEN - Violence à caractère sexuel

Mesures de soutien ou d'encadrement déterminées et mises en place à la suite de l'analyse des besoins en lien avec un acte de violence à caractère sexuel

Pour l'élève victime	Pour l'élève auteur (instigateur)	Pour les témoins
Se référer à la section précédente. - S'assurer que l'élève possède une bonne compréhension du consentement clair, libre et éclairé. - Outiller l'élève dans l'affirmation de soi et de ses limites.	Se référer à la section précédente. S'assurer d'une bonne compréhension du consentement clair, libre et éclairé.	Se référer à la section précédente.
S'assurer de la mise en place des activités préventives universelles (ex.: éducation à la sexualité, le consentement, les relations saines et égalitaires, etc.).  Pour aller plus loin sur les mesures de soutien ou d'encadrement (personnel scolaire du CSSMB) : Consulter le site suivant.		

MESURES DE SOUTIEN - Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

Mesures de soutien ou d'encadrement déterminées et mises en place à la suite de l'analyse des besoins en lien avec un acte d'intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus

Pour l'élève victime	Pour l'élève auteur (instigateur)	Pour les témoins
Se référer aux sections précédentes.	Se référer aux sections précédentes.	Se référer aux sections précédentes.
Autre information concernant les mesures de soutien et d'encadrement	Les mesures de soutien ou d'encadrement misent sur le développement des compétences personnelles et sociales des élèves impliqués de façon à prévenir la répétition d'un acte de violence ou d'intimidation et de rétablir le sentiment de sécurité. Un site internet est mis à la disposition des 2e intervenants du CSSMB afin de les soutenir dans la mise en œuvre des actions à entreprendre dans le cas de violence ou d'intimidation, section mesures de soutien et d'encadrement.	

SANCTIONS DISCIPLINAIRES

Sanctions disciplinaires applicables au regard des actes d'intimidation ou de violence selon la gravité ou le caractère répétitif de ces actes (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 8°)

Sanctions disciplinaires possibles, déterminées en fonction de l'analyse de la situation ainsi qu'au regard de la nature, de la gravité et de la fréquence des gestes posés

L'application de conséquences éducatives et des sanctions disciplinaires sont déterminées en fonction de la nature, de la gravité, de la fréquence et de la récurrence des manquements, selon une approche graduelle qui considère le profil de l'élève.

Le milieu scolaire prend au sérieux les gestes de violence et d'intimidation, qu'ils se soient déroulés sur le terrain de l'école ou à l'extérieur.

Exemples de conséquences possibles (les éléments en noir doivent faire partie de votre liste).

- Avertissement (verbal ou écrit);
- Excuses (verbales, écrites ou dessinées);
- Gestes réparateurs;
- Réflexion;
- Récréations guidées;
- Travail personnel de recherche en lien avec le sujet;
- Reprise du temps perdu
- Rencontre élève/intervenant;
- Suspension interne, suspension externe avec mesures de soutien;

Tout comportement pouvant compromettre la sécurité ou l'intégrité, présenter un danger ou constituer une infraction à une loi sera référé aux autorités concernées (ex. : direction, parents, police, DPJ).

Vous pouvez également consulter [ce site](#) pour en connaître davantage sur les actions à entreprendre.

SANCTIONS DISCIPLINAIRES - Violence à caractère sexuel

Sanctions disciplinaires possibles, en cas de violence à caractère sexuel, déterminées en fonction de l'analyse de la situation ainsi qu'au regard de la nature, de la gravité et de la fréquence des gestes posés

Se référer à la section précédente.

Compte tenu de la sensibilité du contexte lié aux violences à caractère sexuel et du risque de nuire à la victime en la confrontant à l'auteur (instigateur), il est fortement recommandé d'accompagner les élèves concernés dans leur réflexion quant à entreprendre une démarche de réparation.

Il est également conseillé de faire appel aux ressources du CSSMB, notamment le Service des ressources éducatives et le Service des affaires juridiques et corporatives ainsi qu'à des ressources spécialisées internes ou externes, afin d'assurer un soutien adapté et sécuritaire.

Si des procédures légales ont été menées et qu'un élève a été reconnu coupable d'une infraction criminelle, l'établissement d'enseignement pourrait avoir à appliquer les mesures judiciaires imposées à celui-ci.

SANCTIONS DISCIPLINAIRES - Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

Sanctions disciplinaires possibles, en cas d'intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus, déterminées en fonction de l'analyse de la situation ainsi qu'au regard de la nature, de la gravité et de la fréquence des gestes posés

Se référer aux sections précédentes.

Autres mesures en lien avec ce type de violence :

- Agir avec conscience de son identité culturelle et de son pouvoir d'autorité, dans une posture éthique, inclusive et respectueuse. En tant que membre du personnel, ma position d'autorité peut influencer la manière dont les élèves racisés vivent les injustices. Il est essentiel de créer un espace sécuritaire où leurs voix sont entendues.
- Certains jeunes peuvent percevoir des enjeux face aux figures d'autorité en raison de plusieurs facteurs historiques, sociaux et institutionnels. Ainsi, il importe de choisir de manière stratégique les intervenants et partenaires internes et externes selon la nature de la situation et des besoins qui en découlent.

SUIVIS ET AUTRES ACTIONS

SUIVI DES SIGNALEMENTS ET DES PLAINTES

Suivi qui doit être donné à tout signalement et à toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence (LIP, art. 75.1, al. 3, par. 9°)

Mesures prises pour effectuer le suivi de tout signalement et de toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence

Bien que des interventions de qualité aient été mises en place et que les élèves aient obtenu du soutien, il est malheureusement possible que des gestes se répètent. Au quotidien et par des suivis planifiés, l'ensemble du personnel doit veiller à ce que les interactions demeurent respectueuses en tout temps.

- Proposer un suivi régulier auprès des élèves impliqués, ainsi qu'à leurs parents;
- Inviter à nous informer si la situation venait à se reproduire;
- Voir à l'application des mesures de soutien et d'encadrement (ex. : respect des engagements de l'élève auteur (instigateur) et de ses parents);
- Voir à l'application des conséquences éducatives et de la démarche de réparation, si applicable;
- Au besoin, faire appel au service conseil EDA, référer à une ressource externe ou collaborer avec des partenaires (CIUSSS, SPVM, DPJ, etc.).
- Garder des traces des interventions.

En cas de plainte, la direction complète le registre (Smartsheet) et s'assure de tenir à jour le statut de la plainte.

Procédure en cas de plainte : [Site Web du CSSMB](#)



[Pour aller plus loin](#)



[Personnel scolaire](#)

Dès que possible, le directeur de l'établissement d'enseignement transmet au directeur général du centre de services scolaire, au regard de chaque plainte relative à un acte d'intimidation ou de violence dont il est saisi, un rapport sommaire qui fait état de la nature des événements qui se sont produits et du suivi qui leur a été donné (LIP, art. 96.12).

SUIVIS - Violence à caractère sexuel

Mesures prises pour effectuer le suivi de tout signalement et de toute plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel

Dès que possible, le directeur de l'établissement d'enseignement transmet au directeur général du centre de services scolaire, au regard de chaque signalement relatif à un acte de violence à caractère sexuel dont il est saisi, un rapport sommaire qui fait état de la nature des événements qui se sont produits et du suivi qui leur a été donné. Le rapport concernant un acte de violence à caractère sexuel est également transmis au protecteur régional de l'élève (LIP, art. 96.12).

Se référer à la section précédente.

Dans le cas où il s'agit d'un acte de violence à caractère sexuel :

- l'élève ou ses parents peuvent s'adresser directement au protecteur régional de l'élève

En plus de la procédure habituelle, il est aussi possible pour toute personne d'effectuer un signalement en matière d'acte de violence à caractère sexuel commis à l'endroit d'un élève qui fréquente un établissement du CSSMB. Ce signalement peut ainsi être effectué auprès du [protecteur régional de l'élève](#).



Pour aller plus loin concernant les mesures prises pour effectuer le suivi (Personnel scolaire CSSMB) : Consulter le [site suivant](#).

SUIVIS - Intimidation ou violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale

Mesures prises pour effectuer le suivi de tout signalement et de toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence basée sur les motifs mentionnés ci-dessus

Se référer aux sections précédentes.

AUTRES ACTIONS SPÉCIFIQUES AUX VIOLENCES À CARACTÈRE SEXUEL

En plus des éléments prévus plus haut, le plan de lutte contre l'intimidation et la violence doit consacrer une section distincte aux violences à caractère sexuel. Cette section doit prévoir les éléments ci-dessous (LIP, art. 75.1).

Activités de formation obligatoires pour les membres de la direction et les membres du personnel

Pour tous les membres du personnel, suivre la formation [Le pouvoir d'agir des adultes œuvrant auprès d'élèves en matière d'intimidation et de violence](#) du MEQ.

Mesures de sécurité visant à contrer les violences à caractère sexuel	• Signature par tous les membres du personnel d'un code d'éthique. • Renforcer la sécurité dans certains lieux en favorisant une surveillance active et bienveillante (ex. toilettes et vestiaires). • Collaborer avec des organismes spécialisés (ex. : Fondation Marie-Vincent, CALACS) pour offrir du soutien psychologique et juridique.
--	--

RESSOURCES

RESSOURCES	POUR LE PERSONNEL SCOLAIRE Plusieurs ressources du Centre de services sont mises à la disposition du personnel scolaire afin de lui fournir des renseignements et un éclairage complémentaire (Service des ressources éducatives, Service des affaires juridiques et corporatives, analystes, responsable du traitement des plaintes, etc.). L'école peut également profiter de l'appui de plusieurs partenaires de la communauté et travailler de concert au bénéfice des élèves et de leurs familles.  Pour aller plus loin : informations et outils de référence accessibles au personnel scolaire du CSSMB. POUR LES ÉLÈVES • Tel-jeunes : 1-800-263-2266 www.teljeunes.com • Jeunesse, J'écoute : 1-800-668-6868 www.jeunessejecoute.ca • Application +Fort • Info-Aide violence sexuelle : 1 888 933-9007 POUR LES PARENTS • LigneParents : 1-800-361-5085 www.ligneparents.com • CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal 514-630-2123 • SPVM : PDQ #4 : 514-280-0104 https://spvm.qc.ca/ •  Pour aller plus loin : les liens cliquables suggérés proposent des informations accessibles à tous.
-------------------	---

AUTRE INFORMATION IMPORTANTE

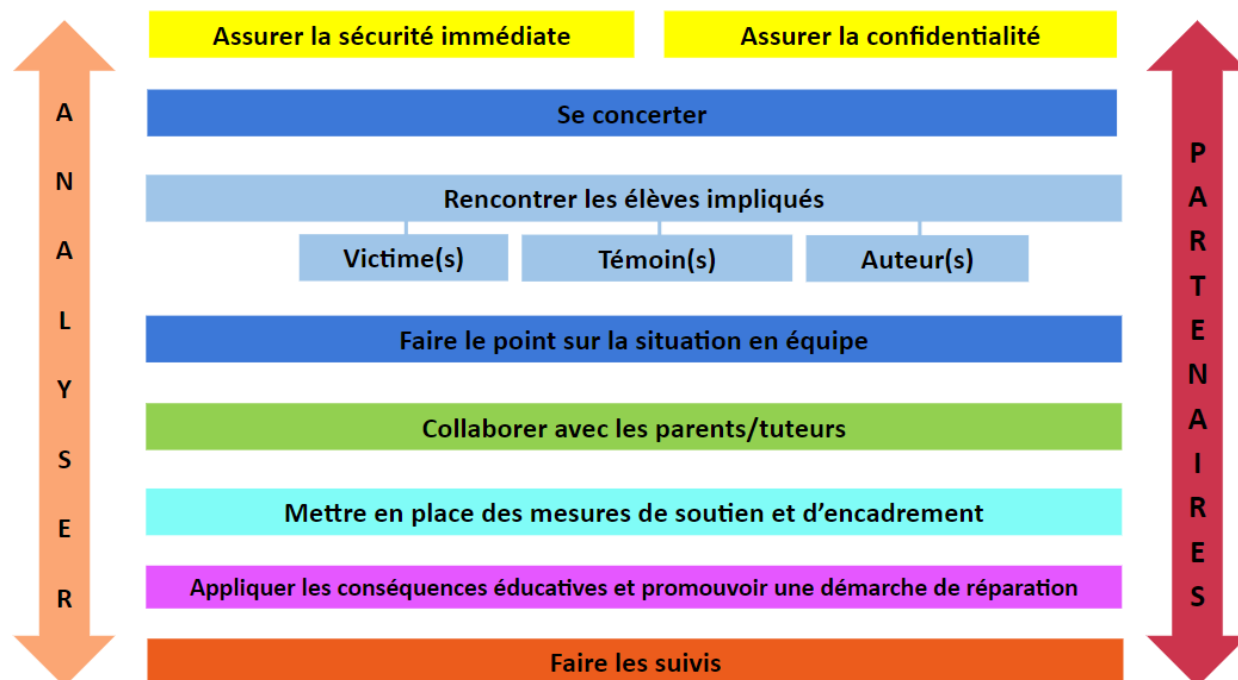
* Date d'adoption du plan de lutte par le conseil d'établissement (LIP, art. 75.1)	8 décembre 2025
---	-----------------

Numéro de résolution	CE_DDO_25-26_47
* Date d'évaluation annuelle des résultats par le conseil d'établissement (LIP, art. 83.1)	Mai-juin
* Date de révision annuelle du plan de lutte (LIP, art. 75.1)	À déterminer au printemps 2026
Signature de la directrice ou du directeur	
Date	8 décembre 2025
Signature de la personne qui préside le conseil d'établissement	
Date	8 décembre 2025



ANNEXES

Annexe 1 - Actions à mettre en place lors de situation d'intimidation et de violence, VACS et violence basée sur des motifs liés notamment à la couleur et à l'origine ethnique ou nationale



Les différentes actions n'ont pas d'ordre prédéfini et doivent être orchestrées en fonction de chacune des situations. La sécurité étant en tout temps la priorité.

Procédures pour intervenir lors de situation de...			
 <u>Violence et intimidation</u>		 <u>Polarisation sociale pouvant mener à la violence</u>	
 <u>Violences à caractère sexuel</u>		 <u>Sextage</u>	

Annexe 2 - CARTES-ACTIONS - Intervention lors de situation de violence et d'intimidation

Confidentialité et sécurité : Bien que déNONcer soit la bonne chose à faire pour faire cesser la situation et pour permettre aux personnes victimes, témoins et auteurs d'obtenir de l'aide, il se peut que cela occasionne un malaise chez la personne qui le fait. L'école s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires pour préserver la confidentialité du signalement et veiller à la sécurité de tous.



[Pour aller plus loin](#)



[Personnel scolaire](#)

Analyser : Chaque situation est unique et plusieurs aspects doivent être pris en compte dans l'analyse d'une situation d'intimidation et de violence : les actes posés, les élèves impliqués, le contexte, les effets engendrés sur les élèves et les répercussions sur le climat de l'école, etc. Une analyse judicieuse de la situation permet d'intervenir de manière plus efficace.



[Pour aller plus loin](#)



[Personnel scolaire](#)

Se concerter : La direction d'établissement fait équipe avec le personnel scolaire chargés du suivi des signalements pour convenir de la séquence d'actions à mettre en place et se répartir les tâches.



[Pour aller plus loin](#)



[Personnel scolaire](#)

Rencontrer les élèves impliqués : Prendre le temps de dialoguer avec les élèves impliqués (victimes, témoins ou instigateurs, selon le contexte) permet de recueillir des informations facilitant l'analyse des événements et l'amorce d'un premier niveau de sensibilisation.



[Pour aller plus loin](#)



[Personnel scolaire](#)

Faire le point sur la situation en équipe : Réunir les informations et convenir des prochaines actions à poser pour faire cesser le plus rapidement et efficacement possible les situations d'intimidation et de la violence.



[Pour aller plus loin](#)



[Personnel scolaire](#)

Collaborer avec les parents/tuteurs : Les parents sont des partenaires précieux et il est important de faire équipe lorsque vient le temps d'agir pour prévenir et contrer l'intimidation et la violence. Après avoir considéré l'intérêt des élèves directement impliqués, la direction doit communiquer promptement avec leurs parents afin de les informer des mesures prévues (LIP, 96.12). Les parents et l'école doivent collaborer pour trouver les solutions qui conviennent le mieux à l'enfant.



[Pour plus d'informations](#)



[Personnel scolaire](#)

Mettre en place des mesures de soutien ou d'encadrement : Les mesures de soutien ou d'encadrement misent sur le développement des compétences personnelles et sociales des élèves impliqués de façon à prévenir la répétition d'un acte de violence ou d'intimidation et de rétablir le sentiment de sécurité.

 [Pour aller plus loin](#)  [Personnel scolaire](#)

Appliquer les conséquences éducatives et promouvoir une démarche de réparation : En complément des mesures de soutien ou d'encadrement, il arrive que des conséquences soient imposées. L'application de ces dernières s'effectuera à la suite de l'analyse du profil de l'élève, ainsi qu'au regard de la nature, de la gravité et de la fréquence des comportements de celui-ci.

 [Pour aller plus loin](#)  [Personnel scolaire](#)

Impliquer les partenaires : Plusieurs ressources du Centre de services sont mises à la disposition du personnel scolaire afin de lui fournir des renseignements et un éclairage complémentaire (Service des ressources éducatives, Service des affaires juridiques et corporatives, analystes, Responsable du traitement des plaintes, etc.). L'école peut également profiter de l'appui de plusieurs partenaires de la communauté et travailler de concert au bénéfice des élèves et de leurs familles.

 [Pour aller plus loin](#)  [Personnel scolaire](#)

Faire les suivis : Bien que des interventions de qualité aient été mises en place et que les élèves aient obtenu du soutien, il est malheureusement possible que des gestes se répètent. Au quotidien et par des suivis planifiés, l'ensemble du personnel doit veiller à ce que les interactions demeurent respectueuses en tout temps.

 [Pour aller plus loin](#)  [Personnel scolaire](#)

MESURES DE PRÉVENTION-PROMOTION

Les mesures de prévention et promotion (PP) à privilégier sont celles qui :

- contribuent à ce que les élèves et les membres du personnel se sentent bien et en sécurité;
- suscitent la meilleure collaboration possible entre les membres du personnel, les partenaires et la famille;
- permettent aux élèves d'apprendre dans un environnement qui leur offre les conditions favorables;
- alimentent le développement professionnel autour de pratiques éducatives efficaces;
- visent à ce que les élèves se développent sur tous les plans : cognitif, physique, social et émotionnel.¹

Rappel : L'équipe de travail peut s'appuyer sur les outils suivants pour élaborer les mesures de prévention-promotion :



[Site Santé et bien-être, climat scolaire et prévention de la violence](#)



[Outils Bonnes pratiques/Santé et bien-être](#)

¹ Inspiré de "Actions intégrées - ÉKIP : santé, bien-être et réussite éducative des" 23 févr.. 2023, <https://www.quebec.ca/education/prescolaire-primaire-et-secondaire/sante-bien-etre-jeunes/ekip/actions-integrees-favorisant-la-sante-le-bien-etre-et-la-reussite-educative-des-jeunes>.

Orientation		Améliorer le comportement des élèves										
Objectif		Augmenter les interventions préventives										
Moyens (actions)		Sécurité	Équipe collaborative	Environnement scolaire	Pratiques éducatives	CSE élèves	CSE adultes	Clientèle ciblée	Résultats attendus	Indicateur	Ressources	Régulation Évaluation
1	Maintenir le système de Soutien au Comportement positif (SCP).	☒	☒	☒	☒	☒	☒	Tous les élèves	-Cible à déterminer selon les résultats du sondage QSVE. -Modéliser avec les nouveaux	1. Comité SCP 2. Remise de tangibles (bracelets) 3. Baromètre 4. Célébrations de classe 5. Célébration-école 6. Enseignement et modélisation des plans de leçons.		À reconduire
2	Remise mensuelle de diplômes en lien avec les comportements attendus du SCP.	☐	☒	☒	☒	☒	☒	Tous les élèves	Encourager les bons comportements attendus.	1. Remise mensuelle. 2. Tableau du vivre-ensemble.		À abandonner

3	Maintenir une approche commune de résolution de conflits (affiches dans les classes, lieux communs et cour d'école) et ateliers sur la résolution de conflits.	☒	☐	☐	☒	☐	☒	Tous les élèves	Compréhension commune des étapes de résolutions de conflits.	1. Présence des affiches 2. Modélisation 3. Ateliers en classe.		À bonifier Alléger les affiches
4	Une intervenante pour recueillir les besoins et déployer des moyens en lien avec la ligne directrice d'ateliers universelle (éducatrices spécialisées, psychoéducatrice et SPVM).	☒	☒	☒	☒	☒	☒	Tous les élèves et les adultes	Calendrier des thématiques par niveau.	Le nombre d'ateliers vécu par les élèves Calendrier commun.		À bonifier Ajout 6 ^e : atelier à l'automne avant Gang de choix À débiter dès octobre
5	Prévoir une capsule vidéo pour faire le récapitulatif de l'année antérieure.	☒	☒	☒	☒	☒	☒	Tous les élèves	Présentation de la vidéo par le titulaire avant l'atelier de l'intervenante (septembre)	Visionnement de la vidéo		À abandonner
6	Poursuivre les programmes d'encadrement positif (PEP) - Caméléon (préscolaire à la 4 ^e année) et Gecko (3 ^e à la 6 ^e année).	☒	☒	☒	☒	☒	☐	Tous les élèves	Fiche complétée par les adultes et parents Feuilles statistiques	1. Ateliers universels. 2. Diagrammes/ Statistiques. 3. Auto-évaluation des intervenantes. (Gecko)		À bonifier À débiter dès octobre

									(intervenant)			
7	Communiquer aux parents la tenue d'un atelier préventif dans la classe de leur enfant.	☐	☒	☐	☐	☐	☐	Tous les élèves		1.Communication envoyée aux parents 2.Tableau des ateliers disponibles		À reconduire
8	Informers les parents des événements survenus à l'école à l'aide du logiciel Le Baromètre afin de favoriser la collaboration école famille.	☐	☒	☐	☐	☐	☐	Tous les élèves		1. Utilisation du logiciel le Baromètre		À bonifier Ajouter des rétroactions positives (lien).
9	Au début de l'année, les titulaires doivent prendre connaissance du code de vie avec leurs élèves. Il doit être signé par l'enfant et le parent.	☒	☒	☒	☐	☒	☒	Tous les élèves		1.Signature de l'enfant. 2.Signature du parent. Titulaire : Récupérer la feuille signée par les parents.		À bonifier
10	Révision annuelle du code de vie.	☒	☒	☒	☒	☒	☒	Tous les élèves		1.Approbation au Conseil		À reconduire

										d'établissement		
11	Aménagement des activités de la cour d'école (vivante)	☒	☒	☒	☒	☒	☒	Tous les élèves	Horaire des activités et modélisation des jeux			À bonifier
12	Organiser des activités thématiques rassembleuses pour développer le sentiment d'appartenance	☒	☐	☐	☐	☐	☐	Tous les élèves	Calendrier - célébration-école - événements thématiques - Pairage stratégique		Publication à transmettre aux parents	À bonifier

Orientation		Améliorer le sentiment de sécurité des élèves.										
Objectif		Augmenter le pourcentage d'élèves qui se sentent en sécurité à l'école.										
Moyens (actions)		Sécurité	Équipe collaborative	Environnement scolaire	Pratiques éducatives	CSE élèves	CSE adultes	Clientèle ciblée	Résultats attendu	Indicateur	Ressources	Régulation Évaluation
1	Mettre en place des outils pour permettre aux élèves de dénoncer des situations affectant leur sentiment de sécurité.	☒	☒	☒	☒	☒	☐	Tous les élèves		1.Boîte de dénonciation (confidentielle) 2. Laisser-passer (au besoin)	Création de 2 boîtes fermées Création d'un formulaire de dénonciation	À reconduire
2	Appliquer rigoureusement le protocole d'intervention en cas de violence et d'intimidation.	☒	☐	☒	☐	☒	☒	Personnel		1.Cartable d'intimidation : fiches de signalement (Oasis) 2.Baromètre		À reconduire

3	Mettre en place des activités à l'heure du diner.	☒	☒	☒	☐	☒	☒	Personnel du sdg-sdd		1.Mise en place d'activités (minimum de 2) sur l'heure du diner		À reconduire
4	Poursuite d'un comptoir de prêt de jeux.	☐	☒	☒	☒	☒	☐	Tous les élèves		1.Disponibilité des jeux.		À reconduire
5	Animation d'ateliers en lien avec l'intimidation et la violence.	☒	☒	☒	☒	☒	☒	Psychoéducateur É.S Organisme communautaire SPVM		1.Ateliers	Malette : Programme : Intimidation, on n'en veut pas, qu'on se le dise (4 ^e) 5 ^e : Cyberintimidation (SPVM) 6e Gang de choix	À reconduire
6	Prévoir un plan de match pour la cyberintimidation : une porte grande ouverte (dépliant)	☒	☒	☒	☒	☒	☒	Psychoéducateur É.S. Organisme communautaire		1.Cartable d'intimidation (Oasis). Brochures disponibles.		À bonifier

								SPVM Parents		2. Atelier aux parents par un organisme (visio-conférence) Parcours-parents		
7	Revoir le plan de surveillance stratégique et bienveillante pour l'ensemble du personnel.	☒	☒	☒	☒	☒	☒	Personnel		1. Ateliers/capsules lors des réunions du personnel. 2. Formations 3. Ajout d'un poste de surveillance 4. TES volante SPF 5. Tournée SDG-SDD lors de moments stratégiques en cours d'année 6. Photo du personnel qui surveille		À reconduire
8	Mettre en place la trousse d'intervention des 4R (Réagir, Rassurer, Référer, Revoir) avec tous les membres du personnel (comment intervenir lorsqu'on est témoin de violence)	☒	☒	☒	☒	☒	☒	Personnel		1. Ateliers/capsules lors des réunions du personnel. 2. Affiches dans l'école.		À bonifier

Annexe 4 – Matrice comportementale

1.

MILIEUX	VALEURS		
	Sécurité	Engagement	Respect
	J'adopte des comportements sécuritaires.	Je suis engagé.	Je me respecte et je respecte les autres.
Partout et en tout temps	Je manipule le matériel avec prudence. Je suis au bon endroit au bon moment. J'attache mes chaussures. Je mange ma propre nourriture.	J'écoute et je suis les consignes. Je prends soin de mes effets personnels et du matériel de l'école. Je contribue au règlement pacifique des conflits. Je préconise le français comme langue commune. J'apporte les objets que je trouve au bon endroit. Je porte mes chaussures d'intérieur dans l'école.	Je respecte l'autorité de l'adulte. Je respecte l'espace personnel des autres. Je jette mes déchets à la poubelle.
Dans la classe	Je marche calmement. Je suis assis de façon sécuritaire sur ma chaise.	Je fais les tâches demandées. Je m'applique et je fais des efforts pour réussir.	Je lève la main pour obtenir le droit de parole. Je prends une position d'écoute lorsqu'on me le demande.
Dans les corridors et les escaliers	Je marche calmement. Je marche à la droite. Je descends une marche à la fois. Je regarde en avant.	Je range mes effets dans mon casier. Je ferme mon casier. Je suis le rythme des autres en avant de moi.	Je garde le silence pendant les heures de cours. Je parle à voix basse pendant les entrées et sorties. Je garde mes mains et mes pieds pour moi. Je garde un espace entre mes camarades et moi. Je marche à un ou deux de large. Je me déplace en rang, pendant les heures de cours.
Au gymnase	J'entre dans le gymnase accompagné d'un adulte. Je reste calme.	Je porte mes vêtements d'éducation physique. Je respecte les règlements de l'activité. Je m'applique et je fais des efforts pour réussir. Je range le matériel utilisé.	J'adopte un comportement d'éthique sportive.
Au vestiaire	Je reste calme.	Je me change rapidement. Je range mes effets dans mon casier. Je ferme mon casier.	Je respecte les différences.
Au service de garde et du dîner	Je donne ma présence rapidement. Je reste calme. Je reste assis en mangeant.	Je participe positivement aux activités et à la période de devoirs. Je range mes effets au bon endroit. Je garde mon espace propre.	Je parle à voix basse en mangeant. Je respecte l'espace personnel des autres. Je touche uniquement les objets autorisés par le service de garde.
Dans les salles des toilettes	J'attends mon tour.	Je tire la chasse d'eau. Je me lave les mains avec du savon. Je garde mon espace propre. Je quitte la salle de toilettes dès que j'ai terminé. J'utilise la salle de toilette assignée à mon groupe.	Je garde le silence pendant les heures de cours. Je parle à voix basse pendant les sorties. Je respecte l'intimité des autres. Je respecte l'environnement (papier et savon).

MILIEUX	VALEURS		
	Sécurité	Engagement	Respect
Dans l'autobus	J'entre et je sors calmement à mon tour. Je parle à voix basse avec les personnes assises sur mon banc ou je lis. Je reste assis à ma place jusqu'au signal.	Je garde mes objets dans mon sac d'école. Je garde mes effets personnels sur mes genoux.	Je jette mes déchets à la poubelle en sortant. Je suis à l'heure prévue à l'arrêt d'autobus.
À la bibliothèque	Je reste calme.	J'utilise ma réglette pour ranger les livres au bon endroit. Je lis ou j'écoute l'histoire. Je consulte les sections autorisées par l'adulte.	Je garde le silence. Je parle à voix basse si c'est justifié. Je manipule les livres avec soin. Je prends soin du mobilier.
Dans la cour	J'utilise le matériel de façon sécuritaire. Je suis conscient des personnes qui m'entourent. Je fais l'activité de mon choix, dans l'aire prévue.	Je m'occupe positivement. J'utilise le système de prêt du matériel du conteneur au besoin.	J'adopte un comportement d'éthique sportive. Je respecte l'horaire des aires de jeux. Je respecte les jeux des autres.
Lors des entrées et sorties	Je marche sur les trottoirs. Si mon autobus ou mon parent n'est pas arrivé, je me dirige et j'attends au débarcadère. Je traverse la rue avec la brigadière.	J'arrive à l'école à 7h45 ; je suis prêt à travailler à 7h55. Au son de la cloche, j'entre immédiatement dans l'école. À la fin des classes, je me dirige rapidement vers la maison, le service de garde ou l'autobus.	Je me place à la fin de la file Je fais la file à un ou à deux de large